



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 3 février 2015

PICO : LA HARGNE ANTI SYNDICALE

Près de deux mois après avoir placé un de nos camarades en mise à pied conservatoire et avoir demandé à l'Inspection du Travail l'autorisation de le licencier, l'entreprise de BTP Pico vient de subir un revers puisque ce licenciement lui a été refusé.

Ouvrier du BTP, puis chef d'équipe, notre camarade n'a cessé depuis son embauche chez Pico de défendre les intérêts des travailleurs face à une direction qui leur manifestait son mépris en faisant fi des situations dangereuses auxquelles ceux-ci étaient confrontés : travail en plein soleil, sans eau, sans toilettes, ni baraque de chantier.

Ce sont les interventions répétées de notre camarade dans l'entreprise qui ont déclenché l'ire de la direction de Pico. Celle-ci a donc essayé de le rendre responsable d'une erreur commise sur un chantier. Mal lui en a pris, car l'Inspection du Travail a constaté que les charges contre lui n'étaient pas sérieuses. Elle a refusé son licenciement.

La CGTR ne peut que se féliciter de ce verdict.

Notre camarade va donc pouvoir reprendre son travail. Il sera payé de toute sa période de mise à pied conservatoire. Il en sera cependant de sa poche dans la mesure où il restera privé des primes qu'il percevait habituellement en période d'activité (panier – trajet) pour la période concernée. Il s'agit d'une perte sèche et injuste dans la mesure où il a été privé de l'accès à son poste de travail du fait d'une décision unilatérale et infondée de son patron. Il subit donc un dommage pécuniaire important qu'il serait normal de réparer.

Non contente de cela, la direction de Pico l'a envoyé pour sa reprise du travail sur le chantier le plus éloigné de son domicile.

Vous avez dit esprit revancharde ?

eRcane : DU PAREIL AU MÊME !

Dans cette entreprise filiale de Tereos, la direction a dans son viseur un autre militant de la CGTR, ouvrier agricole. Elle ne lui pardonne pas de l'interpeller en permanence sur les mauvaises conditions de travail des ouvriers aux champs, sur les salaires bloqués au SMIC, sur le droit syndical, sur les royalties versées par ses clients.

Toutes ces questions l'importunent et c'est pourquoi elle mène une guerre permanente à notre camarade en essayant de l'isoler au sein des équipes de travail, de monter les chefs d'équipe contre lui, de le fatiguer en ne répondant pas aux questions qu'il pose en DUP, en modifiant dans ses PV ses interventions. Après l'avoir placé déjà deux fois en mise à pied avec privation de salaire et lui avoir administré dix avertissements en un an, elle vient de le placer en mise à pied conservatoire. Notre camarade, délégué du personnel, de même que son suppléant, se sont même vus refuser la présence d'un représentant de la CGTR lors de la dernière réunion DUP.

Les patrons d'eRcane veulent à travers ce camarade évincer toute présence militante active dans l'entreprise.

La CGTR fera tout ce qui est en ses moyens pour s'y opposer.

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE CIEL PATRONAL

Un nouveau syndicat patronal, le SRTT, vient d'être créé dans le transport.

Ses animateurs issus de la FNTR (le syndicat de J.B. Caroupaye) ont quitté cette organisation parce, disent-ils, celle-ci « servait à une personne, pas à la corporation » et avec pour objectif de « maintenir un prix du travail respectable »... pour les patrons, car pour les salariés c'est une autre affaire !

Il suffit de voir comment le trésorier de la nouvelle organisation traite ses conducteurs d'engins : des centaines d'heures supplémentaires impayées, des congés annuels pas accordés depuis des années et des propos déplacés par dessus le marché pour ceux qui se rebellent !

Nouvelle organisation, mais toujours le même mépris des travailleurs !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

BTP : LES PATRONS JOUENT LES VICTIMES



La réunion convoquée par les patrons du BTP à l'Ecole de Gestion et de Commerce de Saint Denis a fait un flop. Un seul maire présent sur 24, le député maire LPA de Saint Leu, le patron de l'immobilier Thierry Robert, pas intéressé pour un sou, Huguette Bello pour le PLR, Paul Vergès pour le PCR et Ericka Bareigts pour le PS.

Pour ne pas changer, les présidents de la FRPTP et de la CAPEB ont pleuré sur leur sort expliquant que si le gouvernement ne sortait pas illico 600 millions de plus de ses caisses pour relancer l'activité, ils allaient licencier encore 3000 emplois supplémentaires, alors que 15 000 salariés du secteur ont perdu leur emploi depuis 2008.

A part construire des fortunes pour eux mêmes et leurs actionnaires, les patrons du BTP qui bénéficient à plein des aides de l'Etat (défiscalisation augmentée, CICE et exonérations de cotisations sociales patronales), se révèlent incapables de répondre aux besoins de la population en matière de logements, d'hôpitaux, d'écoles et autres infrastructures.

Ces gens-là n'ont pourtant qu'un mot à la bouche : la « libre entreprise » ! Mais ils se révèlent incapables de vivre sans les aides de l'Etat, des collectivités territoriales et leurs commandes et sans exploiter les travailleurs. Alors qui parasite l'économie et qui l'empêche de se développer ?

LES INDIANA JONES PATRONAUX

Après le Mozambique, Madagascar, les Seychelles, le Club Export va organiser une mission de prospection en Tanzanie pour, dit ce club patronal, y développer une « économie verte et le développement durable ».

Pour l'instant ce pays est en état de sous développement, l'espérance de vie n'atteint pas cinquante ans et la mortalité infantile est de 163 enfants pour mille (3,5 en France), le PIB par personne est de 674 \$ (28 500 \$ en France).

Mais ce n'est assurément pas pour permettre à la population tanzanienne de sortir de la pauvreté que les capitalistes de la Réunion se précipitent dans ce pays, mais pour y développer leurs affaires et y faire du profit.

LE MESSAGE DE VALLS AUX PATRONS CHINOIS : ENRICHISSEZ-VOUS !

En voyage en Chine, Valls a promis monts et merveilles aux patrons chinois pour les inciter à investir en France. Il leur a assuré que « tous les obstacles » seraient levés devant eux, qu'ils n'avaient pas à craindre « notre droit social » et qu'ils pourraient faire en France « de très belles affaires ». C'est vrai que les patrons chinois, tout comme les patrons « bien d'chez nous », ont de moins à moins à craindre le droit social en France, vu la façon dont l'équipe Valls-Macron le démolit.

En échange la brochette de grands patrons français qui accompagnent Valls, espèrent faire, eux aussi, de très belles affaires en Chine. C'est la raison essentielle, voire la seule, de ce déplacement du Premier ministre. Mais dans son discours de représentant de commerce, il a omis un élément : les traditions de lutte des travailleurs chinois.

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.
Venez nombreux !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68